Epack 3

Proposition d'affaire nouvelle

Comment remplir la présente proposition

Vous pouvez remplir le présent document PDF directement à l'écran.

Veuillez répondre en entier à toutes les questions. Au besoin, comme il est indiqué dans les questions ci-dessous, veuillez fournir des renseignements supplémentaires dans un document séparé arborant l'en-tête de votre entreprise et joignez-le à la présente proposition.

Une fois la proposition dûment remplie, un représentant autorisé du proposant doit y inscrire la date et y apposer sa signature.

AVIS

Veuillez prendre note que l'assurance visée par la présente proposition prévoit que les montants des frais et des coûts de défense engagés réduisent le montant de garantie disponible de la police et peuvent l'épuiser complètement. CNA n'assume aucune responsabilité à l'égard des frais ou coûts de défense engagés, des règlements effectués ou des jugements accordés après l'épuisement de ce montant de garantie. Veuillez également prendre note que le montant des frais et coûts de défense engagés sera soumis à la rétention applicable. Le présent avis est assujetti aux dispositions du Code civil du Québec qui s'appliquent à la police établie.

Le fait de fournir des renseignements au sujet d'une réclamation ou d'une réclamation éventuelle en réponse à une question formulée dans la présente proposition n'implique pas que cette réclamation est couverte ou le sera. Le défaut du proposant de déclarer à sa compagnie d'assurance actuelle une réclamation présentée contre lui pendant la présente période d'assurance ou de déclarer un acte, une omission ou une circonstance connus de lui et susceptible de donner lieu à une réclamation, avant l'expiration de la police actuelle, peut entraîner une absence de couverture d'assurance.

À noter que la présentation d'une proposition dûment remplie et signée n'oblige pas un proposant à souscrire l'assurance ni la compagnie d'assurance à accorder l'assurance.

I. RENSEIGNEMENTS SUR LE PROPOSANT (applicable à toutes les garanties)

Proposant à désigner au point 1 des Conditions particulières (l'« assuré désigné ») : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Province : _____ Code postal : _____

Site(s) Internet : _____

Numéro de téléphone : _____

a. Date de constitution du proposant : _____

b. Type d'entreprise :

☐ Société par actions ☐ Entreprise individuelle ☐ Société de personnes ☐ SARL ☐ Autre : _____

c. Structure du capital social :

☐ Société fermée ☐ Société ouverte ☐ Organisme sans but lucratif ☐ Organisme gouvernemental

d. Le proposant est-il entièrement ou partiellement détenu ou contrôlé par une autre entité, y compris, mais sans s'y limiter, Une entité étrangère ? ○ Oui ○ Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir le nom, la date de constitution, l'emplacement et le degré de contrôle de chacune de ces entités :

_____

e. Existe-t-il des filiales dont les activités ne sont pas liées aux activités principales du proposant ? Si oui, veuillez fournir des précisions _____

f. Depuis combien d'années le proposant exerce-t-il ses activités ? _____

g. De combien d'emplacements le proposant dispose-t-il ? _____

h. Quelle est la nature des activités du proposant ? _____

II. GARANTIES DEMANDÉES

Garantie	Montant	Rétention	Date antérieure ou en suspens
Administrateurs et dirigeants et entités	_____ $	_____ $	_____
Responsabilité civile pratiques en matière d'emploi	_____ $	_____ $	_____
Responsabilité civile des fiduciaires	_____ $	_____ $	_____
Vols et détournements	_____ $	_____ $	_____

III. RENSEIGNEMENTS SUR L'ASSURANCE ARRIVANT À ÉCHÉANCE (applicable à toutes les garanties)

1. Veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous à l'égard des garanties aux termes desquelles vous êtes actuellement assuré :

Garantie	Montant de garantie	Rétention	Date antérieure ou en suspens	Prime	Assureur	Date d'expiration
Administrateurs et dirigeants et entités	_____ $	_____ $	_____	_____ $	_____	_____
Responsabilité civile pratiques en matière d'emploi	_____ $	_____ $	_____	_____ $	_____	_____

Responsabilité civile des fiduciaires	_____ $	_____ $	_____	_____ $	_____	_____
Vols et détournements	_____ $	_____ $	_____	_____ $	_____	_____

2. L'assureur de l'une des garanties énumérées ci-dessus vous a-t-il informé de son intention de ne pas renouveler les conditions de la garantie ? ◯ Oui ◯ Non

IV. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Indiquez si, au cours des 18 derniers mois ou des 12 prochains mois, le proposant ou une filiale ont fait l'objet ou prévoient de faire l'objet de l'une des situations suivantes :

   a. Fusion, consolidation, acquisition ou dessaisissement ◯ Oui ◯ Non

   b. Changement important sur le plan de la nature ou de l'ampleur des activités ◯ Oui ◯ Non

   c. Dépôt de bilan ou réorganisation ◯ Oui ◯ Non

   Si vous avez répondu « Oui » à l'une des questions ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

   _____

2. Type d'entreprise :

   ☐ à but lucratif (si coché, veuillez passer à la partie V. Renseignements financiers)

   ☐ sans but lucratif (si coché, veuillez répondre aux questions ci-dessous)

   Pour les entreprises sans but lucratif uniquement :

   i. L'entreprise du proposant a-t-elle été créée ou est-elle maintenant contrôlée par un organisme gouvernemental ? ◯ Oui ◯ Non

   ii. Le statut fiscal d'organisme sans but lucratif du proposant a-t-il été modifié ou révoqué ? ◯ Oui ◯ Non

   iii. Le proposant a-t-il des filiales à but lucratif ? ◯ Oui ◯ Non

   Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez répondre à la question ci-dessous :

   L'assurance est-elle demandée pour une filiale à but lucratif ? ◯ Oui ◯ Non

   Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir le renseignement suivant :

   Nature des activités :

   _____

V. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

1. Des états financiers vérifiés sont exigés pour TOUS les montants supérieurs à 1 million de dollars.

   Si vous joignez des états financiers, qui comprennent les renseignements ci-dessous, passez au point 3. et cochez ici : ☐

2. À la fin de l'exercice financier le plus récent, veuillez fournir les renseignements suivants relatifs au proposant et à ses filiales (indiquez le mois et l'année) :

À BUT LUCRATIF

	Mois : _____	Année : _____
Actifs à court terme	_____ $	_____ $
Total des actifs	_____ $	_____ $
Passifs à court terme	_____ $	_____ $
Dette à long terme	_____ $	_____ $
Passif total	_____ $	_____ $
Capitaux propres	_____ $	_____ $
Bénéfices non distribués	_____ $	_____ $
Chiffre d'affaires	_____ $	_____ $
BAII	_____ $	_____ $
Bénéfice net	_____ $	_____ $

SANS BUT LUCRATIF

	Mois : _____	Année : _____
Total des actifs	_____ $	_____ $
Dette à long terme	_____ $	_____ $
Solde de fonds	_____ $	_____ $
Chiffre d'affaires	_____ $	_____ $
Résultat net/Évolution du solde de fonds	_____ $	_____ $

3. Au cours des 24 derniers mois, les vérificateurs externes du proposant ou d'une de ses filiales ont-ils exprimé des doutes ou des inquiétudes quant à la capacité du proposant ou d'une de ses filiales à poursuivre ses activités ? ☐ Oui ☐ Non

   Si vous avez répondu « oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir l'état financier vérifié le plus récent.

4. Au cours des 12 derniers mois, le proposant ou l'une de ses filiales ont-ils contrevenu à une clause restrictive ? ☐ Oui ☐ Non

   Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir le renseignement suivant :

   a. Le créancier a-t-il reçu une renonciation ? ☐ Oui ☐ Non

   b. Veuillez préciser les raisons de la violation : _____

VI. RENSEIGNEMENTS SUR LES RÉCLAMATIONS

1. Une réclamation ou un avis de réclamation éventuelle ont-ils été transmis à un assureur à l'égard d'une garantie demandée par le proposant ? ☐ Oui ☐ Non

2. Au cours des 3 dernières années, le proposant, une filiale ou une personne associée à l'une des entités pour lesquelles l'assurance est demandée (« assurés proposés ») ont-ils fait l'objet d'une réclamation, d'une demande écrite, d'un avis, d'une procédure, d'un litige ou d'une enquête, ou y ont-ils participé, lesquels sont fondés sur des allégations :

   a. De violation des lois antitrust, du droit d'auteur ou de brevets ? ☐ Oui ☐ Non

   b. De violations des lois ou règlements du fédéral, d'une province, d'un territoire ou d'un État relatifs à la sécurité ? ☐ Oui ☐ Non

   c. De pratiques discriminatoires, de harcèlement ou de toute autre violation liée à l'emploi ou au travail ? ☐ Oui ☐ Non

d. D'une violation de la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension ou de la loi des États-Unis intitulée Employee Retirement Income Security Act of 1974, d'une modification ou de toute autre loi équivalente ? ◯ Oui ◯ Non

e. De pratiques commerciales trompeuses ou de fraude à la consommation ? ◯ Oui ◯ Non

f. D'atteinte à la vie privée, de vol d'identité, d'attaque par déni de service, d'infection par virus informatique, de vol de renseignements, de dommages causés à des réseaux de tiers ou d'incapacité des utilisateurs autorisés du proposant ou d'une filiale d'accéder au réseau de ces derniers ? ◯ Oui ◯ Non

3. Au cours des 3 dernières années, un dirigeant ou un administrateur ont-ils été impliqués dans le cadre d'un litige concernant une entreprise ou une entité ? ◯ Oui ◯ Non

4. Au cours des 3 dernières années, un assuré proposé a-t-il fait l'objet d'une recherche, d'une enquête ou d'une mesure disciplinaire par un organisme ou une association réglementaires ? ◯ Oui ◯ Non

5. Au cours des 3 dernières années, un assuré proposé a-t-il fait l'objet d'une action au cours de laquelle son permis a été révoqué ou suspendu ? ◯ Oui ◯ Non

6. Au cours des 3 dernières années, un assuré proposé a-t-il fait l'objet ou a-t-il été impliqué dans le cadre d'une réclamation, d'une demande écrite, d'un avis, d'une procédure, d'un litige ou d'une enquête, lesquels sont fondés sur des allégations portant sur :

a. Des programmes de certifications ou d'accréditation ? ◯ Oui ◯ Non

b. Une évaluation par des pairs/des mesures disciplinaires ? ◯ Oui ◯ Non

c. Ses activités de normalisation ? ◯ Oui ◯ Non

Si vous avez répondu « Oui » à l'une des questions des paragraphes 1 à 6 ci-dessus, veuillez fournir des précisions, y compris la date, le type de réclamation, les allégations, l'état actuel, les frais de défense engagés, ainsi que les montants des jugements accordés ou des règlements effectués (si l'espace est insuffisant, veuillez fournir les renseignements manquants dans un document séparé) :

_____

7. Veuillez fournir tous les détails relatifs aux réclamations (qu'elles aient été ou non remboursées par l'assurance) ou tout incident susceptible de donner lieu à une réclamation au titre de la police d'assurance Vols et détournements d'Epack 3 pour laquelle vous présentez la présente proposition d'affaire nouvelle :

Date de la découverte de la réclamation	Montant de la réclamation	Montant recouvré auprès de l'assurance	Circonstances de la réclamation et mesures correctives
	$	$	
	$	$	
	$	$	
	$	$	
	$	$	
	$	$	

VII. PARTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS ET ENTITÉS

(à remplir uniquement si le proposant demande la garantie Responsabilité des administrateurs et dirigeants et entités)

1. Participation : veuillez remplir le tableau ci-dessous. Le proposant peut joindre son propre tableau à condition que ce tableau de participation comporte les renseignements demandés ci-dessous. La totalité de l'actionnariat doit être représentée.

Nom de l'actionnaire	**Nombre d'actions**	**% de la participation**	**Actionnaire depuis (date)**	**Représentation au conseil** (oui ou non)
		%		
		%		
		%		
		%		

2. Au cours des 12 derniers mois ou des 12 prochains mois, le proposant ou une filiale ont-ils réalisé l'une des opérations suivantes, y ont-ils participé ou prévoient-ils d'y participer :

   a. Placement privé de titres de créance ou de titres de participation ? ◯ Oui ◯ Non

   b. Placement public de titres de créance ou de titres de participation ? ◯ Oui ◯ Non

   c. Offre publique d'achat ou dessaisissement d'actions ? ◯ Oui ◯ Non

   Si vous avez répondu « Oui » à l'une des questions ci-dessus, veuillez fournir des précisions complètes (si l'espace est insuffisant, fournir l'information manquante dans un document séparé) :

   _____

3. Au cours des 12 derniers mois, des changements ont-ils été opérés au sein du conseil d'administration ou de la direction générale ? ◯ Oui ◯ Non

   Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez décrire lesdits changements, quand ces derniers ont eu lieu et pourquoi :

   _____

4. Sans but lucratif seulement

   Le proposant est-il engagé dans l'une des activités suivantes :

   a. Programmes d'accréditation ? ◯ Oui ◯ Non

   b. Programmes de certification ? ◯ Oui ◯ Non

   c. Élaboration ou administration de codes, de règles ou de réglementations en matière d'éthique ? ◯ Oui ◯ Non

   d. Évaluation par des pairs/mesures disciplinaires ? ◯ Oui ◯ Non

   e. Parrainage de programmes d'assurance ? ◯ Oui ◯ Non

   f. Établissement de normes ? ◯ Oui ◯ Non

   g. Négociations collectives ? ◯ Oui ◯ Non

   h. Publication/diffusion ? ◯ Oui ◯ Non

VIII. PARTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE PRATIQUES EN MATIÈRE D'EMPLOI

(à remplir uniquement si le proposant demande la garantie Responsabilité civile pratiques en matière d'emploi)

1. Le proposant a-t-il adopté et distribué à ses employés un guide de l'employé ou a-t-il rédigé des politiques, procédures ou lignes directrices à leur intention qui comprennent les éléments suivants :

   a. Égalité d'accès à l'emploi ? ◯ Oui ◯ Non

   b. Prévention de la discrimination sur le lieu de travail ? ◯ Oui ◯ Non

   c. Prévention du harcèlement, y compris du harcèlement sexuel, sur le lieu de travail ? ◯ Oui ◯ Non

   Aménagements pour les personnes en situation de handicap, conformément à la Loi canadienne sur l'accessibilité, la Charte canadienne des droits et libertés, la Loi canadienne sur les droits de la personne ou toute autre loi provinciale équivalente ? ◯ Oui ◯ Non

2. Renseignements sur les employés du proposant et des filiales :

   a. Nonmbre total d'employés : Actuellement : _____ i. il y a un an : _____ ii. il y a 2 ans : _____

Pays	Temps complet				Temps partiel			
	Exercice courant		Exercice précédent		Exercice courant		Exercice précédent	
	Syndiqués	Non syndiqués	Syndiqués	Non syndiqués	Syndiqués	Non syndiqués	Syndiqués	Non syndiqués
Canada								
États-Unis								
Autre : _____								
Autre : _____								
Autre : _____								

   b. Sur le nombre total d'employés, combien sont :

      i. en détachement ou loués : _____ ii. temporaires ou saisonniers : _____

      iii. établis à l'étranger : _____ iv. syndiqués : _____

      v. entrepreneurs indépendants : _____ vi. bénévoles : _____

   c. Sur le nombre total d'employés aux États-Unis, combien sont situés dans les États suivants ?

      i. en Californie : _____ ii. au Texas : _____ iii. dans l'État de New York : _____

      iv. au New Jersey : _____ v. en Illinois : _____ vi. en Alabama : _____

   d. Quel pourcentage des employés actuels touchent une rémunération annuelle (salaire et primes compris) de 100000 $ ou plus ? _____ %

   e. Combien d'employés, y compris les dirigeants, ont été involontairement licenciés au cours des 2 dernières années ?

      i. l'an dernier : _____ ii. avant l'année dernière : _____

f. Pour chacune des 2 dernières années, quel a été le taux de renouvellement volontaire annuel du personnel du proposant ?

i. Année : _____ / _____ ii. Année : _____ / _____

g. Y a-t-il eu des mises à pied, des réductions de personnel ou des fermetures d'établissements au cours des 12 derniers mois, ou y en aura-t-il au cours des 12 prochains mois ? ◯ Oui ◯ Non

Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, quel pourcentage des effectifs a été ou sera touché ? _____ %

(Si plus de 10 % des effectifs sont touchés, veuillez également remplir la section sur la réduction des effectifs ci-dessous.)

3. Au cours des 3 dernières années, le proposant ou l'une de ses filiales ont-ils été impliqués dans une procédure administrative ou dans une procédure d'enquête juridictionnelle ? ◯ Oui ◯ Non

a. Devant une commission sur l'égalité des chances en matière d'emploi ou une agence gouvernementale fédérale, provinciale ou locale dont le but est de traiter les réclamations relatives à l'emploi ? ◯ Oui ◯ Non

b. Devant le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ? ◯ Oui ◯ Non

c. Dans le cadre d'une loi étatique, fédérale, provinciale ou locale qui réglemente ou régit les exigences ou les normes en matière de rémunération ou de travail ? ◯ Oui ◯ Non

d. En rapport avec la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés du Canada ? ◯ Oui ◯ Non

4. Le proposant dispose-t-il des politiques, lignes directrices ou procédures écrites suivantes en matière de ressources humaines ou de questions relatives à la gestion du personnel :

a. Arbitrage pour les réclamations liées à l'emploi ? ◯ Oui ◯ Non

b. Prévention de la discrimination et du harcèlement par des tiers pour la clientèle ou les vendeurs ? ◯ Oui ◯ Non

c. Courtoisie sur le lieu de travail ? ◯ Oui ◯ Non

d. Prévention des représailles ? ◯ Oui ◯ Non

e. Congé de maladie, consécutif à un accident ou de convalescence ? ◯ Oui ◯ Non

f. Procédure relative aux plaintes ou griefs des employés ? ◯ Oui ◯ Non

g. Enquête sur les plaintes ou griefs des employés ? ◯ Oui ◯ Non

h. Mesures disciplinaires contre les employés et cessation d'emploi ? ◯ Oui ◯ Non

i. congé de maladie, statutaire ou autres ? ◯ Oui ◯ Non

j. Non-discrimination génétique ? ◯ Oui ◯ Non

5. Le guide de l'employé ou les autres politiques, lignes directrices ou procédures écrites du proposant en matière d'emploi sont-ils vérifiés par un conseiller externe spécialisé en droit du travail et de l'emploi ? ◯ Oui ◯ Non

Si vous avez répondu « Oui », à quelle fréquence cette vérification a-t-elle lieu ?

a. ☐ Chaque année

b. ☐ Tous les deux ans

c. ☐ Autre

6. Le proposant exige-t-il que tous ses employés suivent une formation sur la prévention du harcèlement et de la discrimination ? ◯ Oui ◯ Non

   Si vous avez répondu « Oui », à quelle fréquence cette formation a-t-elle lieu ?

   a. ☐ Chaque année

   b. ☐ Tous les deux ans

   c. ☐ Autre

7. Le proposant ou l'une de ses filiales utilisent-ils ou recueillent-ils des renseignements biométriques auprès des employés, notamment, mais sans s'y limiter, la lecture d'empreintes rétiniennes ou de l'iris, les empreintes digitales, l'empreinte vocale, la lecture de l'empreinte de la main ou la reconnaissance faciale ? ◯ Oui ◯ Non

   Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus :

   a. Le proposant ou l'une de ses filiales disposent-ils de politiques, de lignes directrices ou de procédures écrites sur la collecte, le stockage, l'utilisation, la conservation et la destruction des renseignements biométriques ? ◯ Oui ◯ Non

   b. Le proposant ou l'une de ses filiales reçoivent-ils un accusé de réception écrit ou électronique confirmant que les employés ont reçu une copie des politiques, des lignes directrices ou des procédures écrites sur la collecte, le stockage, l'utilisation, la conservation et la destruction des renseignements biométriques ? ◯ Oui ◯ Non

Section sur la réduction des effectifs

(Section à remplir seulement si le proposant a répondu « oui » à la question 2.g. et que la réduction des effectifs est supérieure à 10 %)

A. Veuillez fournir les renseignements suivants :

Date de la réduction des effectifs	Raison de la réduction des effectifs	Nombre d'employés touchés

B. Une analyse de l'impact des disparités a-t-elle été réalisée ? ◯ Oui ◯ Non

C. Le proposant a-t-il consulté un conseiller juridique externe connaissant le droit de l'emploi et du travail en matière de réduction des effectifs ? ◯ Oui ◯ Non

D. Le proposant dispose-t-il d'un programme officiel de replacement externe pour les employés mis à pied par suite d'une réduction des effectifs, d'un licenciement ou d'une réduction de la force de travail ? ◯ Oui ◯ Non

E. Une indemnité de départ a-t-elle été versée ou sera-t-elle versée à tous les employés touchés ? ◯ Oui ◯ Non

F. Les employés touchés ont-ils été tenus ou seront-ils tenus de signer une quittance à l'égard de l'indemnité de départ ? ◯ Oui ◯ Non

IX. PARTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE DES FIDUCIAIRES

(à remplir uniquement si le proposant demande la garantie Responsabilité civile des fiduciaires)

1. Veuillez indiquer le type de régime auquel s'appliquera l'assurance demandée :

*Type de régime	Nom du ou des régimes	Actifs	Contributions annuelles	Nombre total de participants au régime
		$		
		$		
		$		

*Types de régime : PD = Régime de retraite à prestations déterminées; CD = Régime de retraite à cotisations déterminées; RAS = Régime d'actionnariat des employés; R = Régime enregistré d'épargne-retraite; A = Autre

2. Un régime renferme-t-il des actions de l'employeur ou un placement dans les actions de l'employeur ? ☐ Oui ☐ Non

   Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez remplir le questionnaire RAS et le soumettre avec les renseignements supplémentaires requis.

3. Tous les régimes pour lesquels une garantie est demandée sont-ils conformes aux normes d'admissibilité, de participation, d'acquisition et aux autres dispositions des lois sur les régimes de retraite ? ☐ Oui ☐ Non

   Si vous avez répondu « Non » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions :

   _____

4. Au cours des 24 derniers mois ou des 12 prochains mois, un régime a-t-il été ou sera-t-il résilié, suspendu, fusionné ou dissout ? ☐ Oui ☐ Non

   Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions :

   _____

5. Au cours des 3 dernières années, des modifications ayant entraîné une réduction des prestations ont-elles été apportées à un régime, ou des réductions sont-elles actuellement envisagées ? ☐ Oui ☐ Non

   Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions _____

6. Un régime a-t-il fait l'objet d'une enquête du Department of Labor ou de l'Internal Revenue Service des États-Unis, de l'Agence de revenu du Canada ou de toute autre autorité nationale ou étrangère ? ☐ Oui ☐ Non

   Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions _____

7. Des cotisations à un régime sont-elles impayées ou en souffrance ? Des prêts, baux ou créances liés à un régime sont-ils considérés comme non recouvrables ou en défaut de paiement ? ☐ Oui ☐ Non

   Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions _____

8. Les fournisseurs de services liés aux régimes font-ils l'objet d'un examen au moins une fois par année en ce qui concerne les frais, les dépenses et les rendements ? ☐ Oui ☐ Non

9. Le proposant a-t-il fourni la déclaration annuelle obligatoire aux participants au régime relative aux frais, aux dépenses et au rendement des investissements ? ☐ Oui ☐ Non

10. Des frais, des amendes ou des pénalités ont-ils été imposés à un régime dans le cadre d'un programme de divulgation volontaire ou d'un programme de règlement volontaire similaire administré par le Department of Labor ou l'Internal Revenue Service des États-Unis, par l'Agence de revenu du Canada ou par toute autre autorité nationale ou étrangère ? ☐ Oui ☐ Non

    Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez fournir des précisions _____

11. Veuillez joindre les états financiers vérifiés de l'entreprise et les états financiers vérifiés du régime les plus récents pour le proposant qui remplit l'une des conditions suivantes :

    a. demande de montants d'assurance de responsabilité civile des fiduciaires de plus de trois millions de dollars;

    b. si le proposant est promoteur d'un régime de retraite à prestations déterminées, d'un régime d'actionnariat des salariés ou d'un régime qui détient des valeurs mobilières de l'employeur ou investit dans celles-ci.

12. Veuillez joindre les documents suivants si le proposant est promoteur d'un régime de retraite à prestations déterminées, d'un régime d'actionnariat des salariés ou d'un régime qui détient des valeurs mobilières de l'employeur ou investit dans celles-ci :

    a. le plus récent formulaire 5500 des États-Unis et les états financiers vérifiés du régime les plus récents;

    b. la plus récente évaluation indépendante actuelle des actions de l'employeur (copie complète);

    c. le plus récent état financier vérifié annuel du proposant.

X. PARTIE D'ASSURANCE VOLS ET DÉTOURNEMENTS

(à remplir uniquement si le proposant demande la garantie Vols et détournements)

1. Renseignements sur les taux – tous lieux :

    a. total des revenus du proposant : _____ $

    b. nombre total d'employés à l'échelle nationale : _____

    c. nombre total d'employés à l'étranger : _____

    d. pays étrangers : _____

    e. nombre total d'employés sur les lieux du client : _____

    f. les employés du proposant seront-ils sous la supervision du client lorsqu'ils se trouveront sur les lieux de ce dernier ? ☐ Oui ☐ Non

2. Mesures de contrôles internes – tous lieux :

    a. Un vérificateur externe a-t-il déclaré que le système de contrôle interne du proposant présente des faiblesses importantes ? ☐ Oui ☐ Non

    Si vous avez répondu « Oui » à la question ci-dessus, veuillez joindre une explication et fournir la dernière lettre adressée à la direction ainsi que la réponse de la direction à ladite lettre.

    b. Une procédure de paiement par contre-signature, par le réseau financier américain de chambre de compensation automatisée (Automated Clearing House) ou par une autre forme d'autorité de paiement multiple est-elle mise en place ?

    ☐ Oui pour toutes les formes de paiement ☐ Système de paie actualisée ☐ Non

    Si vous avez répondu « Non », veuillez fournir une description complète du processus de paiement :

    _____

c. Tous les employés sont-ils autorisés à rapprocher les comptes bancaires du proposant pour autoriser les paiements et effectuer des dépôts ou des retraits de l'un des comptes du proposant ? ◯ Oui ◯ Non

Si vous avez répondu « Non » à la question ci-dessus, veuillez indiquer le nom, le poste et la participation du proposant des personnes responsables du rapprochement qui peuvent déposer, retirer ou autoriser les paiements :

_____

3. Mesures de contrôle des fournisseurs et des achats – tous lieux :

a. Le proposant ou une filiale exigent-ils :

i. L'approbation signée d'au moins deux employés pour tous les achats : ◯ Oui ◯ Non

ii. La séparation des processus d'approbation des fournisseurs de manière à ce qu'une seule personne ne puisse pas procéder à plus d'une des actions suivantes :

a. Demander l'ajout d'un nouveau fournisseur ? ◯ Oui ◯ Non

b. Examiner la candidature d'un fournisseur et vérifier ses références ? ◯ Oui ◯ Non

c. Approuver les paiements d'un fournisseur ? ◯ Oui ◯ Non

d. Disposer d'un employé autorisé responsable de la tenue à jour d'une liste des fournisseurs autorisés ? ◯ Oui ◯ Non

e. Faire réviser toutes les listes principales de fournisseurs par une personne qui n'est pas autorisée à faire des modifications ? ◯ Oui ◯ Non

f. Empêcher que la même personne autorisée à approuver les fournisseurs soit également autorisée à modifier la liste principale des fournisseurs autorisés ? ◯ Oui ◯ Non

g. Faire réaliser des vérifications aléatoires par une personne qui ne fait pas partie du processus d'achat ou de vente ◯ Oui ◯ Non

4. Mesures de contrôle des ordinateurs :

a. Des contrôles d'accès aux ordinateurs ont-ils été mis en place et comprennent-ils les éléments suivants (cocher toutes les cases qui s'appliquent) :

i. ☐ Des mots de passe alphanumériques de 6 à 9 caractères ?

ii. ☐ La révocation immédiate des noms d'utilisateurs en cas de cessation d'emploi ?

iii. ☐ Aucune de ces mesures de contrôle

b. Disposez-vous d'un système de détection d'intrusion qui identifie les utilisations non autorisées ? ◯ Oui ◯ Non

5. Vérification des antécédents :

Procédez-vous aux vérifications préalables à l'emploi suivantes avant une embauche :

a. Vérification des antécédents criminels ? ◯ Oui ◯ Non

b. Vérification de la solvabilité ? ◯ Oui ◯ Non

DÉCLARATIONS DU PROPOSANT

(à remplir par le proposant)

Les déclarations du proposant s'appliquent à toutes les garanties qui ont été demandées dans le cadre de la présente proposition.

1. **Déclaration particulière applicable aux garanties suivantes uniquement (si elles doivent faire partie de la police) :**

   Dans le cas des garanties désignées par un crochet ci-dessous, le proposant détient une assurance soit auprès de CNA soit auprès d'un autre assureur :

Garanties	L'assurance est en place depuis :
☐ Responsabilité des administrateurs et dirigeants	_____
☐ Responsabilité civile pratiques en matière d'emploi	_____
☐ Responsabilité civile des fiduciaires	_____
☐ Vols et détournements	_____

   Le proposant demande la continuité de ces garanties et la déclaration du proposant ci-dessous ne s'applique pas à ces garanties.

   Si aucune case n'est cochée ci-dessus, cette déclaration du proposant s'applique à ces garanties si celles-ci sont demandées dans la proposition, sous réserve de ce qui suit :

   Déclaration du proposant – Aucune des personnes à assurer aux termes de quelque partie d'assurance que ce soit n'est responsable ou n'est au courant d'un acte préjudiciable, d'un fait, d'une circonstance ou d'une situation susceptible de donner lieu à une réclamation future, sauf ce qui suit :

   ☐ Oui, il existe des exceptions à cette déclaration (veuillez fournir des précisions)

   ☐ Non, il n'existe pas d'exception à cette déclaration

   Si un acte préjudiciable, un fait, une circonstance ou une situation susceptible de donner lieu à une réclamation future, que cet acte préjudiciable, ce fait, cette circonstance ou cette situation soit déclaré ci-dessus ou non, le proposant reconnaît et convient, à moins que la police d'assurance envisagée ne prévoie expressément autrement, que tout sinistre, toute réclamation ou toute action liés, attribuables ou consécutifs à cet acte préjudiciable, à ce fait, à cette circonstance ou à cette situation sera exclue de l'assurance conformément aux dispositions de la proposition d'assurance.

2. **Déclaration particulière applicable à la partie d'assurance Vols et détournements de la police Epack 3 uniquement (si elle doit faire partie de la police) :**

   À la connaissance du proposant, tous les employés de ce dernier ont toujours exercé leurs fonctions avec honnêteté. Sauf s'il est indiqué autrement dans les présentes, le proposant n'est au courant d'aucun renseignement selon lequel des employés auraient commis des actes malhonnêtes avant ou pendant leur emploi auprès du proposant. La connaissance par un administrateur ou un dirigeant apposant sa signature au nom du proposant de ses propres actes malhonnêtes, inconnus des autres administrateurs et dirigeants du proposant, n'est pas imputable à ce dernier.

3. **Déclarations applicables à toutes les garanties devant faire partie de la police :**

   Le proposant déclare, après enquête menée avec diligence, que les renseignements contenus dans la présente proposition et dans toute proposition supplémentaire ou tout formulaire devant accompagner les présentes sont vrais, exacts et complets et qu'aucun fait essentiel n'a fait l'objet d'une réticence ou d'une fausse déclaration. Le proposant reconnaît une obligation continue de déclarer dès que possible à la compagnie CNA (la « Compagnie »), à qui il soumet la présente proposition,

   tout changement important ayant lieu après la signature de la proposition et avant l'établissement de la police. Le proposant reconnaît par ailleurs que la Compagnie aura le droit de retirer toute soumission, autorisation ou entente en suspens ou de la modifier en fonction de ces changements.

   De plus, le proposant comprend et reconnaît que :

   a. le fait de remplir la présente proposition et toute proposition ou tout formulaire supplémentaire n'oblige pas la Compagnie à émettre une police;

b. si une police est émise, la Compagnie s'est fondée sur les déclarations faites dans la présente proposition et dans toute proposition supplémentaire ainsi que sur d'autres déclarations faites à la Compagnie conjointement avec la présente proposition;

c. toutes les propositions supplémentaires, tous les énoncés et tout autre matériel fournis à la Compagnie conjointement avec la présente proposition sont incorporés par renvoi à la présente proposition et en font partie intégrante;

d. la présente proposition constituera la base du contrat et sera incorporée par renvoi à cette police et en fera partie intégrante;

e. si une police est émise, le paiement des sinistres, des frais de défense et des dépenses aura pour effet de réduire le montant de garantie prévu par la police et pourra même l'épuiser complètement. En ce cas, la Compagnie ne prendra pas en charge la partie des sinistres, des frais de défense et des dépenses qui excède le montant de garantie de la police;

f. si une police est émise, les frais de défense et les dépenses engagés seront assujettis au montant de la franchise ou de la rétention prévue par la police;

g. le défaut du proposant de déclarer à sa compagnie d'assurance actuelle :

   i. une réclamation présentée contre lui pendant la présente période d'assurance;

   ii. un acte, une omission ou une circonstance connus de lui et susceptibles de donner lieu à une réclamation, avant l'expiration de la police actuelle, peut créer une lacune en matière d'assurance.

AVIS DE FRAUDE

Toute personne qui, sciemment et dans l'intention de frauder une compagnie d'assurance ou une autre personne, présente une proposition d'assurance renfermant des renseignements qui sont faux ou incomplets, ou qui, dans le but de tromper, dissimule des renseignements concernant des faits essentiels à l'appréciation des risques, commet une fraude d'assurance, qui est un crime passible d'amendes et de pénalités civiles et criminelles.

Le proposant, par l'entremise du représentant autorisé soussigné, reconnaît par les présentes que les déclarations et réponses susmentionnées sont exactes et complètes. Le proposant comprend par ailleurs qu'une déclaration inexacte ou incomplète peut donner lieu à une exclusion ou au refus de l'assurance. De plus, le proposant autorise les sociétés d'assurance CNA à communiquer les renseignements figurant dans la présente proposition ainsi que l'information de souscription connexe.

PROPOSANT

Par : _____ _____

Signature et titre de fonction* Nonm du représentant autorisé en caractères d'imprimerie

Date : _____

*** La présente proposition doit être signée par le chef de la direction, le chef des finances, le chef de l'exploitation, l'avocat général ou le gestionnaire du risque (ou le directeur des ressources humaines [pour la garantie Responsabilité civile pratiques en matière d'emploi] ou par le directeur des avantages sociaux [pour la garantie Responsabilité civile des fiduciaires]) du proposant en sa qualité de représentant autorisé des personnes et entités à assurer. Veuillez imprimer et signer la présente proposition.**

Remarque : Aux fins de la Loi sur les sociétés d'assurances (Canada), le présent document a été rédigé dans le cadre des activités de souscription d'assurance de la Compagnie d'assurance Continental Casualty au Canada.

Au Canada, les produits et services décrits sont fournis par la Compagnie d'assurance Continental Casualty, une compagnie d'assurance de dommages de CNA. L'information vise à présenter un aperçu général à titre indicatif seulement et n'est pas destinée à constituer un contrat liant les parties. Veuillez garder à l'esprit que seule la police d'assurance pertinente fournit les dispositions, garanties, montants, conditions et exclusions applicables à un assuré. Tous les produits et services fournis peuvent ne pas être offerts dans toutes les provinces ou tous les territoires et peuvent être modifiés sans préavis. « CNA » est une marque déposée de CNA Financial Corporation. Certaines filiales de CNA Financial Corporation utilisent la marque de commerce « CNA » dans le cadre de leurs activités de souscription d'assurance et de règlement de sinistres. Copyright © 2025 CNA. Tous droits réservés.